

## Choc démographique : une mise à jour Le problème demeure toujours entier pour les 15 prochaines années!

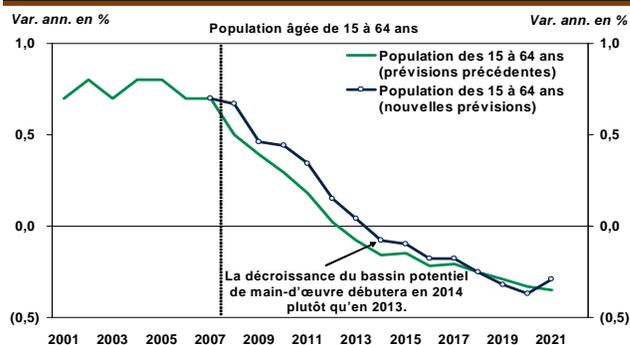
Le problème de la démographie du Québec a récemment été abordé dans deux de nos *Point de vue économique*<sup>1</sup>. Ces études se basaient entre autres sur des perspectives démographiques de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ) et de Statistique Canada. Or, l'ISQ a récemment mis à jour ses prévisions, qui sont plus optimistes sur un horizon de très long terme. Selon les nouvelles projections de l'organisme, il n'y aura pas de déclin de la population québécoise d'ici 2056, alors que les prévisions précédentes tablaient plutôt sur un repli démographique au tournant de 2031. En raison d'une hausse du taux de natalité, l'accroissement naturel du Québec restera positif jusqu'en 2029, et, par la suite, l'immigration assurera seule l'augmentation de la population. Le phénomène du vieillissement demeurera toutefois bien présent. En 2056, le Québec devrait compter 1,6 million d'habitants de plus qu'en 2006, et 1,5 million d'entre eux auront 65 ans et plus.

Certains pourraient croire que ces nouvelles données modifient les conclusions de nos précédentes études. Après vérification, nous constatons toutefois très peu de changements, en particulier pour les 15 prochaines années.

Cette révision était d'ailleurs en partie anticipée (voir le commentaire à la page 5 du *Point de vue économique* du 28 mai 2009), et nos études se sont concentrées sur une période de temps plus rapprochée. En comparant les nouvelles prévisions de l'ISQ avec les précédentes, on constate qu'effectivement l'essentiel des changements touche

principalement les données de très long terme, soit après 2030. À plus court terme, le portrait demeure presque le même. Par exemple, le début du déclin de la population des 15 à 64 ans, qui est très représentative de l'évolution de la population active, est décalé d'un an seulement, soit de 2013 à 2014 (graphique 1).

Graphique 1 – Selon les nouvelles perspectives de l'ISQ, le déclin de la population des 15 à 64 ans ne sera retardé que d'un an



Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

### LES JEUX SONT FAITS!

La première étude publiée le 13 août 2008 a démontré l'ampleur du choc démographique et ses conséquences sur la population active du Québec. L'attention a aussi été portée sur le fait que ce choc débutera très bientôt et qu'il est impossible de l'éviter à court et à moyen terme. Par exemple, il faudrait accueillir environ 300 000 immigrants par année pour stabiliser la population des 15 à 64 ans, ce qui correspond au nombre total d'immigrants qui entrent au Canada chaque année. Même un taux de natalité qui remonterait subitement à 2,1, soit le taux minimum pour renouveler la population, ne permettrait pas de renverser rapidement la tendance. Ce n'est qu'à très long terme qu'on peut observer les effets d'une politique nataliste. Par

**François Dupuis**

Vice-président et économiste en chef

**Hélène Bégin**

Économiste senior

**Yves St-Maurice**

Directeur et économiste en chef adjoint

**Benoit P. Durocher**

Économiste senior

**Hendrix Vachon**

Économiste

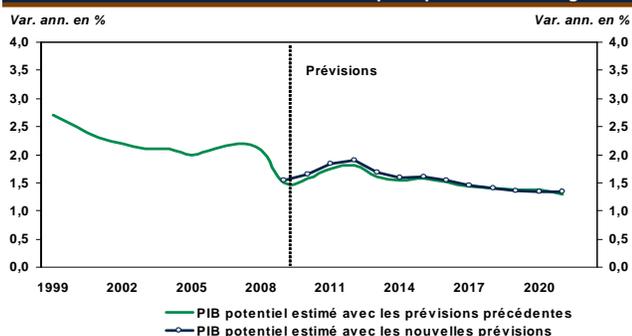
514-281-2336 ou 1 866 866-7000, poste 2336  
Courriel : [desjardins.economie@desjardins.com](mailto:desjardins.economie@desjardins.com)

contre, des mesures visant à accroître la part de la population des 15 ans et plus qui joint le marché du travail peuvent avoir une incidence beaucoup plus immédiate et significative sur la taille de la population active.

À défaut d'une croissance de sa force de travail, le Québec s'expose à de graves conséquences, lesquelles ont été abordées plus en détail dans la seconde étude publiée le 28 mai dernier. Selon l'évolution de la population active qui était alors prévue, la croissance du PIB potentiel (le taux de croissance moyen de l'économie à long terme) serait appelée à se replier significativement d'ici 2021.

Les estimations du PIB potentiel ont été révisées à la suite de la récente mise à jour des données démographiques de l'ISQ. Les calculs initiaux étaient toutefois basés sur des prévisions de la population active publiées par Statistique Canada, lesquelles n'ont pas encore été révisées. Étant donné que l'ISQ ne publie pas de perspectives pour la population active, la croissance du PIB potentiel a été réestimée selon nos propres prévisions ajustées en fonction des nouvelles données pour la population des 15 à 64 ans. En fin de compte, nos nouvelles estimations du PIB potentiel sont très similaires à celles effectuées initialement. Les écarts de croissance du PIB potentiel les plus notables se situent avant 2014, mais demeurent somme toute relativement petits (graphique 2).

**Graphique 2 – Nos estimations pour la croissance potentielle de l'économie du Québec demeurent pratiquement inchangées**

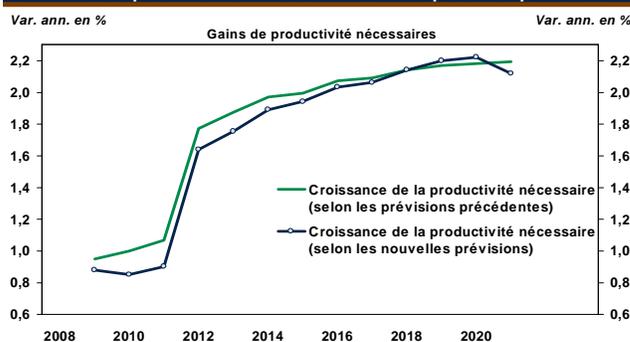


\*Estimation basée sur une fonction de production à rendements d'échelle constants, sur les quantités de travail et de capital disponibles et prévues, ainsi que sur une croissance constante des développements technologiques.  
Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Pour limiter la réduction de son potentiel de croissance, le Québec pourrait miser sur une hausse des gains de productivité. Or, relever la productivité signifie produire plus avec la même quantité de ressources, ce qui n'est pas simple à réaliser. Au cours des dernières années, le Québec a enregistré une hausse moyenne de sa productivité du travail d'environ 1,0 % par année. Selon nos nouvelles prévisions, les gains de productivité nécessaires au maintien d'une croissance du PIB potentiel à 2 % d'ici 2021 demeurent très importants (graphique 3). En fait, il faudrait plus que les doubler. À défaut de pouvoir éviter une baisse de la croissance économique, la

progression des revenus de l'État risque d'être fort limitée, alors que les dépenses augmenteront plus rapidement en raison du vieillissement de la population qui est toujours prévu.

**Graphique 3 – Des gains de productivité importants seront encore nécessaires pour maintenir la croissance du potentiel près de 2 %**



Sources : Statistique Canada, Institut de la Statistique du Québec et Desjardins, Études économiques

Rappelons toutefois que moins d'efforts seraient nécessaires en matière de gains de productivité si un plus grand nombre d'individus joignaient la population active ou demeuraient au sein de celle-ci. Par ailleurs, l'investissement, qui se traduit par une hausse de la quantité de capital productif, est un autre facteur pouvant contribuer à la croissance économique potentielle.

**NOS CONCLUSIONS TIENNENT TOUJOURS LA ROUTE!**

Ainsi, malgré de meilleures perspectives démographiques du Québec à plus long terme, les problèmes et les défis à relever d'ici les 15 prochaines années demeurent entiers. Les conclusions de nos dernières études tiennent toujours la route, et nous vous invitons d'ailleurs à consulter celles-ci.

Il est vrai que la situation pourrait s'avérer moins difficile qu'appréhendé pour le très long terme, quoique rien ne garantisse que la population ne décroître pas tôt ou tard. Qui plus est, il ne faut pas non plus se faire d'illusions. La proportion d'individus âgés de plus de 65 ans sera nettement supérieure à celle d'aujourd'hui, et les pressions sur les finances publiques demeureront importantes. Cette petite marge de manœuvre qui nous est donnée par la révision des projections démographiques ne devrait pas servir de prétexte pour éviter de faire les choix qui s'imposent encore aujourd'hui. Par ailleurs, le taux de natalité plus élevé qui est maintenant observé implique qu'à court terme il faudra soigner et éduquer davantage de jeunes que précédemment anticipé. Par conséquent, cela exercera certainement des pressions supplémentaires sur l'équilibre des finances publiques pendant plusieurs années, le temps que ces jeunes rejoignent la population active et contribuent au Trésor public.